

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 61

Bulletin d'information de la
Gauche Républicaine

A SAVOIR

INFLATION.

Un spectre hante les marchés financiers, le spectre de l'inflation. Dans la zone euro, la hausse des prix a été de 2, 4% sur un an en avril, après 2, 2% en mars. Même évolution aux Etats-Unis, où la Réserve fédérale pourrait poursuivre son mouvement de resserrement monétaire. En cause : le boom des matières premières avivé par les mouvements spéculatifs des fonds de placement. C'est ainsi que le cours de l'or a franchi les 700 dollars l'once pour la première fois depuis 1980, année qui marqua un regain de tension internationale suite à l'intervention soviétique en Afghanistan et à l'élection de Ronald Reagan à la présidence des Etats-Unis. Le prix du métal jaune a progressé de 33% depuis le début de l'année, et de 50% en 12 mois. La hausse généralisée du prix des matières premières, mais aussi l'impasse dans le dossier nucléaire iranien expliquent que l'or redevienne une valeur-refuge pour les investisseurs.

MONTENEGRO.

Avec plus de 55% pour le « oui » à l'indépendance, les électeurs monténégrins ont asséné le coup de grâce à l'ex-Yougoslavie. A la grande satisfaction de la commission de Bruxelles, qui a grandement contribué à détruire cet Etat européen au profit d'une nouvelle... balkanisation correspondant parfaitement à son idéal politique : des Etats lilliputiens ou affaiblis, livrés au bon vouloir du capital financier et d'une technocratie irresponsable. Mais nous, cette Europe-là, on leur a signifié il y a un an que nous n'en voulions pas !

BRETON BRADE TOUT.

Le ministre des finances a fait part de son intention de baisser le taux de l'endettement public « d'au moins 2 points » du PIB d'ici à la fin de l'année, autrement dit d'y consacrer quelque 30 milliards d'euros. La méthode ? L'affectation au désendettement des recettes des privatisations. La cession des actifs de l'Etat dans les sociétés d'autoroutes devrait rapporter 10 milliards d'euros, ce à quoi s'ajoutera la vente des actifs publics d'Alstom et la privatisation des Aéroports de Paris.

EDITO: LE 29 MAI, UN AN APRES

Il y a un an, le Non du peuple français au référendum sur le « traité constitutionnel » de l'Union européenne provoquait un séisme, bientôt suivi d'une puissante réplique aux Pays Bas. Aujourd'hui, la relance de l'UE reste l'une des grandes questions d'actualité, dont la réponse, dans notre pays, dépendra de la capacité de la gauche anti-libérale d'ouvrir en 2007 un débouché politique à l'historique 29 mai.

Souvenons-nous. Nous avons contre nous une formidable coalition : les deux principales formations politiques de la majorité et de l'opposition ; la quasi-totalité des médias, prompts à entonner l'hymne au libéralisme sous couvert de fédéralisme européen ; le ban et l'arrière ban de l'intelligentsia parisienne - artistes, académiciens ou joueurs de castagnettes, qui n'hésitent pas à accabler de leur mépris le populo en passe d'aller mal voter ; un président de la République qui refusa tout débat contradictoire mais multiplia les interventions télévisées ; jusqu'à un ancien premier ministre, à la retraite depuis trois ans, qui reprit momentanément du service pour tenter de convaincre les électeurs des vertus du traité. Il n'est donc pas étonnant qu'au début de la campagne référendaire, le Oui fût crédité de 70% d'intentions de vote. On connaît la suite...

Car face à cette apparemment invincible armada s'est levée une armée de sans-culottes animée par la rage de convaincre nos concitoyens, au travail, au porte à porte, dans la rue comme lors des réunions publiques. Ce travail de fourmi pouvait sembler dérisoire ; il fut décisif. Autour d'ATTAC et des organisations de gauche anti-libérales, des centaines de comités pour le Non se créèrent pour apporter aux Français les explications que « ceux d'en haut » se gardaient bien de leur donner. Et si le Non n'a pas rassemblé que des électeurs de gauche, le Non de gauche, de l'avis général, a joué un rôle prépondérant dans l'issue de la campagne.

Il fallait en effet être de gauche pour expliquer que « la concurrence libre et non faussée », pierre de touche du « traité constitutionnel », était à la fois un déni d'intérêt général dans son principe, et une illusion dans son application dès lors que le traité de l'UE autorisait le dumping social et fiscal entre les Etats membres. Il fallait être de gauche pour s'élever contre le démantèlement des services publics, ravalés dans la « constitution » au rang d'entreprises marchandes soumises à la concurrence ; de gauche pour dénoncer la soumission de notre continent à l'OTAN, pour refuser les atteintes à la laïcité, inscrites dans ses articles. Et la liste est longue de ce qui motiva notre refus.

Le vote du 29 mai fit clairement apparaître que le peuple de France n'écoutait plus les sirènes néo-libérales et qu'il avait pris conscience que l'Union européenne, en particulier depuis l'Acte unique de 1986, s'était ouverte aux quatre vents de la mondialisation financière au lieu d'offrir la protection annoncée par son projet initial. Dès lors, « construction » de l'Europe et élargissement ont rimé, pour

un nombre croissant de Français, avec délocalisations, régression sociale et stagnation économique. Cette évolution critique de l'électorat n'a pas été sans conséquences à l'intérieur du PS, dont nombre de dirigeants et de militants ont opté pour le Non. Ce n'est donc pas le 29 mai qui a provoqué la crise de l'UE, c'est le marasme économique et social dû aux politiques de Bruxelles qui a entraîné la victoire du Non.

Quelques jours avant la tenue du référendum, plusieurs personnalités de gauche représentatives du front qui s'était constitué – dont Pierre Carassus, secrétaire général de la Gauche Républicaine – signèrent un texte définissant les grandes lignes d'une autre politique européenne. Car une autre Europe, sociale et démocratique, est possible. Ce texte reste d'une brûlante actualité. Entre autres mesures, il appelle à placer la Banque centrale européenne sous le contrôle des gouvernements, à en finir avec le pacte de stabilité pour relancer la croissance, à promouvoir sur notre continent une politique ambitieuse en matière de grands travaux, d'équipements, de développement des nouvelles technologies...

Mais force est de constater que les partis dominants sont restés sourds au Non pourtant franc et massif du peuple français. Pis, à droite, le gouvernement Villepin a accentué le cours libéral, en privatisant à tour de bras et en s'attaquant au code du travail, de CNE en CPE, pour finir par susciter l'une des plus grandes mobilisations populaires du dernier demi-siècle. Quant au PS, synthèse du Mans oblige, ses principaux ténors observent aujourd'hui, sur l'Europe, une étonnante discrétion.

C'est dire si la gauche anti-libérale a aujourd'hui la responsabilité impérieuse de traduire en un programme unitaire l'impulsion donnée l'an dernier. Transformer le Non au libéralisme en un Oui à une politique alternative, qui sache mettre à profit les marges de manœuvre que nous laisse la mondialisation financière : tel est le défi qui nous est lancé. Tout émiettement, toute tergiversation seraient coupables. C'est pourquoi la Gauche Républicaine est co-signataire de l'appel à des candidatures unitaires de la gauche anti-libérale en 2007, et n'épargnera pas ses efforts pour aboutir à un accord dans ce sens.

HUMEURS. « LES CABOTINS DES ONDES ». Dans un article du Monde Diplomatique de mai, Mathias Reymond, coanimateur d'Action-Critique-Médias (Acrimed), dénonce la mainmise sur le débat public d'une poignée de « spécialistes » et d'éditorialistes peu enclins à critiquer le libéralisme. Extraits.

Les chaînes d'information continue doivent-elles devenir le salon où des journalistes et essayistes volubiles se relaient continûment pour commenter l'actualité du moment ? Sitôt entendues, sitôt oubliées, ces émissions de « flux » entre vedettes des médias font en tout cas florès en France. Sous l'autorité de Jean-François Rabilloud, Jacques Julliard et Luc Ferry batifolent chaque semaine sur LCI, là où, quelques années plus tôt, Alain Minc et Jacques Attali s'opposaient avec presque autant de violence. Autre chaîne d'information continue, mais structure d'émission identique sur i-Télé : Christophe Robert et Eric Zemmour se chamaillent sans conséquence dans « i-Dispute ».

Sur France Inter, l'économie a son débat hebdomadaire. Jean-Marc Sylvestre (un libéral inflexible également présent sur LCI et sur TF1) affronte Bernard Maris (un keynésien assez souple : il lui est arrivé de prétendre que sept pays européens, dont le Royaume Uni, « n'ont pas de chômage »).

(...)

Donner la parole à ceux qui l'ont déjà partout ailleurs : le principe de tels « débats » n'a pas changé avec le temps. Et le manque d'invention de la forme continue d'accuser le manque de diversité du fond.

Les animateurs se disputent également les services de spécialistes aux compétences estampillées par les autorités. En particulier quand ces derniers sont disposés à se soumettre aux formats des médias. La formule vaut pour le « terrorisme », la « sécurité », la sociologie, l'économie. Invité une première fois dans l'émission de France 5 « C dans l'air », Elie Cohen était alors venu discuter de la réforme des retraites. Depuis, le directeur de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), administrateur d'Orange, vice-président du Haut Conseil du secteur public et membre du Conseil d'analyse économique est retourné dix fois sur le plateau de la chaîne éducative. Afin de disserter sur les réformes sociales (nécessaires quand elles sont libérales), les grèves (inutiles, voire nuisibles), la déréglementation des services publics (urgente et bénéfique).

Les autres médias n'ont pas résisté longtemps aux charmes de cet économiste aussi péremptoire que subversif. On le retrouve donc désormais à « Campus » et à « Mots Croisés » (France 2), à « Ripostes » (France 5), dans « Les matins de France culture » sans oublier la « petite phrase » de dix secondes pour les journaux télévisés. Un jour qu'il tentait de faire la leçon à un syndicaliste de la CGT, ce dernier lui fit observer qu'il était « un porteur d'eau des marchés financiers ».

(...)